

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'rigine
54000 Nancy

Références : d3i 2025-847
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 26/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale sur les ISDND en post-exploitation. Le site de BEINE NAUROY, exploité par VEOLIA, est composé de deux sites : à l'arrêt et en exploitation. La partie à l'arrêt est passé en 2009 en suivi long terme.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST

- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de :

- tri de déchets industriels ;
- plateforme de valorisation du bois ;
- installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;
- dépôts de matériaux inertes ;
- plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets.

Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 8.4.8.1	Sans objet
2	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 10.2.1	Sans objet
3	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 2.4	Sans objet
4	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.1.1	Sans objet
5	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.2	Sans objet
6	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.2.1	Sans objet
7	Suivi post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 8.4.8.1
Thème(s) : Actions régionales, Période de suivi post-exploitation
Prescription contrôlée :

<p>Après le réaménagement final de l'ancien centre de stockage de déchets non dangereux, les contrôles et informations suivants devront être maintenus au moins jusqu'au 14 avril 2039 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan topographique, à l'échelle 1/500ème présente : • l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du biogaz, torchère....), • la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...), • la position exacte de l'alvéole amiante, • la projection horizontale des réseaux de drainage, ceci sur des plans différents si plusieurs réseaux superposés existent, • les courbes topographiques d'équidistance 5 mètres • le bilan hydrique ; • le contrôle du système de captage du biogaz selon des dispositions de l'article 8.4.3.5.5 ; • le contrôle des rejets gazeux de la torchère, du BGVAP et du moteur selon l'article 3.2.2 ; • le contrôle semestriel (Période haute et basse eau) de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres définis à l'article 9.2.3.1.2; • le suivi de la charge hydraulique en fond de casier selon l'article 9.2.3.1.4 ; • le contrôle semestriel de la qualité des rejets sur les paramètres avec mesures des débits afin de suivre la qualité de l'aménagement du site et de la sortie des lixiviats selon l'article 9.2.3.1.4 ; • l'évacuation et le traitement des lixiviats recueillis seront également poursuivis par l'exploitant ; • l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal) ; • les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant intègre le bilan de l'ensemble des points de contrôle de la partie post-exploitation dans le rapport annuel de la partie en exploitation. Ce rapport est transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Après lecture du dernier rapport annuel, l'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi post-exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 10.2.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Entretien et accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les voies permettant l'accès au site doivent être maintenues en état afin de permettre à l'exploitant ou à l'entreprise mandatée par ses soins, de se rendre sur le site et d'atteindre les dispositifs de surveillance dans le cadre du post-suivi du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le programme d'entretien comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une fauche totale par an ; - un entretien régulier autour des bassins et des puits pour gérer les réseaux eaux et biogaz ; - une vérification régulière de la clôture. <p>L'exploitant a fourni le contrat d'entretien avec une entreprise spécialisée dans les espaces verts.</p>

Une visite sur site a permis de constater le bon entretien du site.
L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 2.4

Thème(s) : Actions régionales, Entretien des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit ou fait établir un programme de maintenance préventive des équipements spécifiant, pour chacun d'eux, les contrôles prévus et les critères qui permettent de considérer qu'ils sont aptes à remplir leur fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Ce programme concerne :

- les réseaux (collecteurs, regards, postes de relevages) de drainage et de collecte des lixiviats, des eaux de nappe et des eaux de ruissellement ;
- les capacités de stockage des lixiviats, des eaux de nappes et des eaux pluviales ;
- la station de traitement de lixiviats.

L'ensemble de ces contrôles est consigné sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose d'un contrat d'entretien et de maintenance préventive/curative pour le moteur, la torchère, les réseaux (société VALTECH).

La partie maintenance du réseau lixiviat est gérée en interne, comprenant la gestion des pompes, sondes et bassins. Les lixiviats sont actuellement envoyés pour traitement vers la société ARCAVI. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.1.1

Thème(s) : Actions régionales, Auto surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Torchère, BGVAP et moteur électrogène

Les périodes de fonctionnement de l'installation d'évaporation de lixiviats et de la torchère associée, sont enregistrées en permanence.

Les quantités de biogaz brûlé dans la torchère et valorisé dans l'installation d'évaporation et dans le moteur électrogène sont mesurées et reportées sur un registre au minimum à une fréquence mensuelle.

Le contrôle du respect des valeurs fixées à l'article 3.2.2 fera l'objet de campagnes de prélèvements et d'analyses selon des fréquences semestrielles

Contrôle du biogaz

Le volume de gaz produit par chaque casier fait l'objet d'un suivi spécifique mensuel.

<p>L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la pression et de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.</p> <p>Pour la pression et le CH₄, CO₂, O₂, les contrôles doivent être représentatifs de chaque casier du site et être réalisés à une fréquence trimestrielle.</p> <p>Pour les paramètres H₂S, H₂ et H₂O, la fréquence des analyses est semestrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>La qualité du biogaz est vérifiée tous les mois en interne et trimestriellement par la société SOCOTEC. Les rejets atmosphériques sont analysés deux fois par an pour la torchère et le moteur. L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyses, aucune non conformité sur la torchère. Concernant le moteur, des actions correctives sont en cours sur le débit d'air et les formaldéhydes. Les derniers rapports d'analyses relatifs à ces deux points ont été vérifiés et ne montrent plus d'anomalies.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque concernant ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suivi post-exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la phase d'exploitation et la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi trimestriel du niveau des eaux souterraines sur les 8 piézomètres. L'exploitant réalise des analyses trimestrielles sur l'ensemble des paramètres demandés. Les résultats d'analyses sont enregistrées sur le serveur de l'exploitant et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Il a été vérifié que le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux.</p> <p>Après contrôle par échantillonnage, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalie dans les valeurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suivi post-exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Suivi des eaux de ruissellement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les analyses trimestrielles en période d'exploitation, puis semestrielles en période de suivi post-</p>

<p>exploitation, portent au minimum sur le volume et tous les paramètres listés à l'article 4.3.10, à partir d'échantillons représentatifs.</p> <p>En cas de résultats montrant un dépassement d'une des valeurs limites fixées ci-dessous, la périodicité des analyses sera mensuelle durant le trimestre suivant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise des analyses trimestrielles de ses 2 bassins d'eau de ruissellement (semestrielle demandée par l'arrêté préfectoral). Une analyse est réalisée systématiquement avant rejet au milieu.</p> <p>L'exploitant a fourni les derniers rapports d'analyse, un contrôle par échantillonnage de ces données a été réalisé.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas de remarque sur les analyses contrôlées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suivi post-exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 9.2.3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Surveillance des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du suivi en continue par sonde de mesure demandé à l'article 8.4.3.1, le contrôle du respect de la valeur de la charge hydraulique fait l'objet d'une mesure manuelle trimestrielle dans tous les casiers des 2 centres de stockages via les piézomètres de contrôle.</p> <p>Le volume de lixiviat pompé et celui du lixiviat traité pour l'ancien et le nouveau centre de stockage est mesuré a fréquence :</p> <ul style="list-style-type: none"> •mensuelle jusqu'à la fin de l'exploitation du nouveau centre de stockage ; •a fréquence trimestrielle à partir de la phase de post exploitation du nouveau centre de stockage. •a fréquence trimestrielle pour l'ancien centre de stockage en post exploitation. <p>La composition du lixiviat est contrôlée à fréquence au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> •trimestriellement jusqu'à la fin de l'exploitation du nouveau centre de stockage; •semestrielle à partir de la phase de post exploitation du nouveau centre de stockage; •a fréquence semestrielle pour l'ancien centre de stockage en post exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi mensuelle de la hauteur des lixiviats. Un registre de l'ensemble des relevés est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un contrôle par échantillonnage a été réalisé, aucune anomalie n'a été constatée.</p> <p>L'analyse de la composition des lixiviats est réalisée trimestriellement.</p> <p>Un contrôle des derniers rapports d'analyses a été réalisé par échantillonnage.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté d'anomalies dans les volumes collectés ou de dépassements dans les paramètres suivis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>